

## Réforme

# L'École vaudoise accouche d'un service mastodonte

## En fusionnant l'Enseignement obligatoire et l'Enseignement spécialisé, Cesla Amarelle rompt avec le passé

Vincent Maendly

Cela pourrait passer pour le barbant ajustement d'un organigramme de l'État, mais sa portée est énorme pour l'École vaudoise. La ministre Cesla Amarelle a décidé de fusionner la Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) et le Service de l'enseignement spécialisé (SESAP). Le premier était déjà l'un des plus importants organes de l'État, employant près de 10 000 personnes, l'immense majorité étant des profs. Le second compte 1500 collaborateurs: dont une moitié d'enseignants spécialisés qui aident les élèves à besoins particuliers. Autant dire que la nouvelle entité qui naîtra le 1<sup>er</sup> janvier 2020 sera un vrai mastodonte. Un mammoth, pour reprendre la célèbre métaphore d'un ministre français.

Qui cornaquera la bête? L'actuel chef du SESAP, Giancarlo Valceschini (60 ans), nommé l'an dernier par Cesla Amarelle. Il pilotera cette fusion et prendra à terme les rênes du super-service. À cette fin, le voilà d'ores et déjà bombardé nouveau chef de la DGEO, poste le plus important du département. Il succède à Alain Bouquet qui, aux portes de la retraite, se voit confier comme ultime mission de faire un premier bilan de la Loi sur l'enseignement obligatoire, la fameuse LEO.

### Homme de confiance

Ancien directeur d'école passé aussi dans les hautes sphères de la DGEO, Giancarlo Valceschini est l'homme de confiance de la ministre. Elle lui avait aussi confié la charge de revoir en profondeur la politique de soutien aux élèves en difficulté. Ce vaste pro-



Giancarlo Valceschini a été nommé à la tête de la DGEO par la ministre socialiste Cesla Amarelle. VANESSA CARDOSO

jet, baptisé Concept 360, embrasse l'allophonie, les divers handicaps et troubles de l'apprentissage ainsi que les problèmes socioéducatifs. Le fruit de ces réflexions, qui sont liées à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la pédagogie spécialisée (LPS), sera présenté ce vendredi lors d'une conférence de presse. «Ce dispositif central dans la politique du département a des objectifs ambitieux, comme celui de promouvoir activement l'égalité des chances pour tous les élèves du canton», vante le communiqué.

On comprend donc que cette réforme, très attendue par le corps enseignant, doit se faire sous l'égide d'une direction unique. C'était d'ailleurs dans l'air, la conseillère d'État évoquant il y a un an déjà le nécessaire «approchement» entre SESAP et DGEO. L'union est maintenant scellée.

Et la nouvelle est bien accueillie par le syndicat SSP, qui avait suggéré cette fusion il y a quelques années, lors de la consultation de la loi sur la pédagogie spécialisée. Générant un

surplus de bureaucratie, la coexistence de ces deux services «est un obstacle à une prise en charge adaptée des élèves à besoins particuliers», constate son président, Julien Eggenberger. Les querelles de chapelle et guerres des chefs entre les deux entités sont antédiluviennes. «Si leur réunion est une condition nécessaire pour améliorer la situation, elle n'est pas suffisante à elle seule», prévient-il.

Ainsi, c'est surtout le contenu du Concept 360 qui va focaliser l'attention des profs. Là-dessus, tous les syndicats sont d'accord. «Je ne crois pas à la magie de la réorganisation administrative, qui ferait que les personnes collaborent mieux du seul fait qu'elles sont réunies dans l'organigramme», recadre le président de la Société vaudoise des maîtres secondaires, Gilles Pierrehumbert. «L'inquiétude que l'on peut avoir, d'ailleurs, c'est qu'une déperdition de moyens soit mise dans cette réorganisation. S'il y a une économie d'échelle à réaliser, l'argent doit être redéployé dans les classes.» La demande, rappelle-t-il, c'est qu'une prestation destinée à un élève à besoins particuliers soit rapidement accordée lorsqu'elle est sollicitée. Ce qui n'est de loin pas toujours le cas aujourd'hui.

### Inquiétudes

La taille du futur service suscite quelques inquiétudes du côté de la Société pédagogique vaudoise (SPV). «Il y a une cohérence dans cette fusion. Mais 11 000 collaborateurs, sur le plan des ressources humaines, c'est énorme, relève le président Grégory Durand. La DGEO a déjà d'importantes réformes à mener, et il ne faudra pas que celles-ci éclipsent la gestion du travail quotidien. Car l'école ne peut pas se mettre entre parenthèses.»

«Voyons ce mariage comme une union où chacun aura ses spécificités et sera accueilli avec bienveillance», plaide la présidente d'Enseignant-e-s spécialisée-e-s Vaud, Marie-France Fillettaz. «Il faut que tous soient entendus et aient leur place. Partons du postulat que ça va marcher.»

## Une fusion à clarifier

● La fusion du Service de l'enseignement spécialisé et de la DGEO, si elle est actée sur son principe, reste à ciseler d'ici à 2020. Car le personnel du SESAP ne compte pas que des enseignants spécialisés. Les psychomotriciens, psychologues scolaires, logopédistes en font aussi partie. Tout comme les collaborateurs de l'Unité de promotion de la santé et de la prévention en milieu scolaire, ou l'Office d'orientation scolaire. Il n'est pas dit que toutes ces composantes soient fondues dans la DGEO. Certaines

pourraient par exemple se greffer sur le Service de protection de la Jeunesse, imagine le président de SSP-Vaud, Julien Eggenberger, rappelant que cela avait naguère été envisagé. Présidente de l'Association vaudoise des logopédistes diplômés, Laurie Valton plaide aussi pour que la profession «ait une hiérarchie différente de celle des enseignants, dans l'idée de conserver des critères exclusivement thérapeutiques s'agissant de la prise en charge des élèves». **V.M.A.**

## La campagne sur les devoirs de maths est fautive

### Égalité

Taxée de sexisme, une publicité vise en réalité à dénoncer des stéréotypes

Ceux qui pariaient sur une supercherie avaient vu juste. Placardées dans les gares de Lausanne, Zurich, Berne et Lugano, les affiches annonçant le lancement prochain de «Math Dealer», un «nouveau service où les filles font les devoirs de maths des garçons pour de l'argent», ont suscité indignation ou incrédulité. Elles ont même conduit à une dénonciation pour contenu sexiste auprès de la Ville de Lausanne. Le site alémanique Watson a levé le mystère jeudi: cette application censée offrir plus de temps libre aux garçons est une pure invention. La campagne vise en réalité à inciter à la réflexion en inversant des stéréotypes de genres.

À l'origine de la provocation? L'Union suisse des sociétés d'ingénieurs-conseils (USIC). Elle a lancé l'action avant la Journée des ingénieures et ingénieurs du 15 mars prochain. Et non pas dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars, comme le supposaient - ou l'espéraient - certains. «Les femmes s'intéressent peu à cette profession et nous voulions mettre le doigt sur les racines du problème», explique Lea Kusano, porte-parole de l'USIC. Le problème, détaille-t-elle, est «structurel»: victimes dès leur plus jeune âge de stéréotypes sur leurs capacités dans les branches techniques que sont les maths, les sciences ou l'informatique,

les écolières sont défavorisées par rapport à leurs camarades.

«À l'école primaire déjà, enseignants et parents contribuent à ancrer dans leur esprit qu'elles sont moins bonnes en maths, ce qui n'est pas le cas. Les filles ont aussi tendance à se sous-évaluer. Tout cela conduit à ce que, à la fin de leur scolarité obligatoire, elles ne se sentent plus capables et délaissent les branches techniques, poursuit Lea Kusano. Notre objectif est que filles et garçons bénéficient d'une égalité de chances pour pouvoir choisir librement leur métier.»

«Les intentions sont louables. Mais la lutte contre la discrimination n'est pas un jeu»

Léonore Porchet Députée au Grand Conseil (Les Verts)

Les passants et internautes qui craignent un dérapage sexiste peuvent souffler. La campagne laisse cependant un goût amer à Léonore Porchet, députée au Grand Conseil (Les Verts). C'est elle qui a signalé les affiches à l'Office de la signalétique urbaine de la Ville de Lausanne. «Les intentions sont louables. Mais la lutte contre la discrimination n'est pas un jeu. Et sans le vouloir, le message véhiculé renforce un autre stéréotype: les femmes peuvent faire le boulot pénible à la place des hommes. C'est une réalité qui perdure.» **G.S.**

### Table ronde

#### Le rôle des maths dans la société

Quel rôle doivent assurer les mathématiques dans la société actuelle? Une kyrielle d'experts, dont le Nobel de chimie Jacques Dubochet et le mathématicien et député français Cédric Villani, animeront une table ronde publique sur ce thème samedi à 14 heures, à l'aula des Cèdres de la HEP, à Lausanne (av. de Cour 33). Cet événement s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'enseignement des maths, lancée par le Département de la formation et de la jeunesse. **V.M.A.**

### Nomination

#### L'ancien chef du SPJ engagé à Nyon

Parti de son poste après la retentissante affaire du père abuseur de plusieurs de ses huit enfants vingt ans durant, l'ancien chef du Service vaudois de protection de la jeunesse (SPJ) Christophe Bornand a été nommé à la tête du Service enfance, logement et cohésion sociale de Nyon. Il y remplacera Michel Piguet, qui prend sa retraite. Il entrera en fonction le 1<sup>er</sup> juin prochain. Âgé de 50 ans, Christophe Bornand a notamment dirigé le SPJ de 2013 à 2018. **ATS**

## La doyenne des Vaudois s'est éteinte dans sa 110<sup>e</sup> année

### Hommage

Née dans l'Empire austro-hongrois en 1910, l'Yverdonnoise Marguerite-Maria de Mérey est décédée mardi, le lendemain de son 109<sup>e</sup> anniversaire

Il y a tout juste un an, le 4 mars 2018, Marguerite-Maria de Mérey était officiellement devenue la doyenne des Vaudois en soufflant ses 108 bougies. Mardi, un jour après avoir reçu la visite des autorités communales venues la féliciter à l'occasion de son 109<sup>e</sup> anniversaire, l'Yverdonnoise s'en est allée, victime d'une mauvaise grippe qui l'avait conduite à l'hôpital deux semaines plus tôt.

Cette passionnée d'équitation, une discipline qu'elle a longtemps pratiquée dans la cité thermale, était née Spiess von Braccioforte, un nom qui à lui seul fait voyager et s'explique par les origines de cette mère de deux enfants, née en 1910 dans ce qui s'appelait encore à l'époque l'Empire austro-hongrois.

Au mitan du XX<sup>e</sup> siècle, cette femme cultivée a fui en train son pays, devenu Hongrie en 1918, ravagé par la guerre qui y sévissait.



Marguerite-Maria de Mérey s'est éteinte mardi, au lendemain de son 109<sup>e</sup> anniversaire.

Et c'est en Suisse, débarquant d'abord à Zurich avant de gagner la Suisse romande et le canton de Vaud, qu'elle a trouvé refuge et paix, au prix d'incroyables pé-

grinations. «Elle les a immortalisées dans un récit passionnant», affirme Catherine Carp, présidente du Conseil communal d'Yverdon et amie de longue date de la famille

de Mérey. Marguerite de Mérey vivait encore chez elle, en compagnie de sa fille, à Yverdon, où elle s'était installée en 1963.

**F.R.A**

PUBLICITÉ

Samedi dans **24 heures**

**GuideTV**

DU 9 MARS AU 15 MARS 2019

tout un programme

**Lanta**

AVENTURE Petite révolution: la nouvelle saison commence par l'épreuve des

La meilleure excuse pour profiter de votre semaine TV.

**GuideTV**

(24heures)